

CONVENTION D'ETUDES N°2022-01

« Rue Grande »

Epfl du Dauphiné / Commune de Voiron / CAPV

Avenant n°1

Entre les Soussignés :

L'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné, représenté par son Directeur en exercice, agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du XXX XXXX, déposée en préfecture le XX XXX,

D'une part,

La Commune de Voiron, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Julien POLAT agissant en vertu d'une délibération n°XXX, en date du XXX, déposée en préfecture le XXX,

D'autre part,

La Communauté d'agglomération du Pays Vaironnais, en tant collectivité adhérente à l'epfl, représentée par son Président en exercice, Monsieur Bruno CATTIN agissant en vertu de la délibération n°XXX du Conseil communautaire en date du XXXX, télétransmise en Préfecture le XXX,

Et d'autre part,

PREAMBULE

Une convention d'études n°2022-01 a été signée le 29 novembre 2022 entre l'Etablissement Public Foncier du Dauphiné, la Commune de Voiron et la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais

Elle porte sur une mission de stratégie et d'évaluation foncières et immobilières permettant de préciser le périmètre d'intervention publique potentielle sur le secteur nord de la Rue Grande, la définition du projet ainsi que ses conditions de faisabilité, de financement et de mise en œuvre.

Suivant les termes de cette convention, les parties se sont accordées pour fixer à 60 000 € HT le montant maximum des dépenses engagées par l'Etablissement Public Foncier du Dauphiné.

Il est prévu, qu'en cas de dépassement de l'enveloppe prévisionnelle, un avenant à la présente convention soit établi.

Or, suite à la consultation organisée pour retenir un prestataire, un marché a été passé par l'Etablissement Public Foncier du Dauphiné avec un groupement dont la société AME est le mandataire pour un montant de 65 810 € HT

Le présent avenant porte par conséquent sur la modification de l'article 8 de la convention initiale pour fixer à 70 000 € HT le montant maximum des dépenses qui pourront être engagées par l'Etablissement Public Foncier du Dauphiné. En cela, il est tenu compte de commandes éventuelles de prestations complémentaires par rapport au marché ayant fait l'objet de la consultation.

Le reste des articles de la convention initiale demeure inchangé.

Il convient désormais de lire comme suit :

Titre III – CONDITIONS JURIDIQUE ET FINANCIERES

Article 8 – Répartition financière

Les parties s'accordent pour fixer à **70 000 € HT** le montant maximum des dépenses engagées par l'Etablissement Public Foncier du Dauphiné dans le cadre de la présente convention d'étude. En cas de dépassement de l'enveloppe prévisionnelle, un avenant à la présente convention sera établi.

Les parties s'accordent pour fixer la participation selon les proratas suivants :

- L'epfl : 30% pour un montant maximum de 21 000 € HT,
- La Commune : 70% pour un montant maximum de 49 000 € HT

Les parties précisent que la présente clause de répartition du financement des études ne s'applique qu'aux études ou prestations de nature technique stipulées à l'article 6 et engagées par l'Etablissement Public Foncier du Dauphiné en l'absence d'acquisition du tènement objet de l'étude : études pré-opérationnelles (étude urbaine, étude de programmation immobilière, étude de gisement foncier, etc.)

et études techniques (diagnostic amiante avant déconstruction, sondage de sites et sols pollués, étude de structure bâtie, etc.)

En cas de portage, les dépenses correspondantes seront intégralement prises en compte dans le bilan de portage, intégrées au(x) prix de cession(s) et inscrites dans la convention d’opération relative au portage.

Fait en XX exemplaires
A Grenoble, le XX

Pour la Commune de VOIRON	Pour la Communauté d’Agglomération du Pays Voironnais
Le Maire Julien POLAT	Le Président Bruno CATTIN

Pour l’Etablissement Public Foncier du Dauphiné
Directeur Général Vincent REMY